

CONSEIL MUNICIPAL

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Le quatorze octobre deux mille vingt-deux, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la Ville de Meaux s'est réuni dans les salons d'honneur de l'Hôtel de Ville, sur une convocation en date du sept octobre deux mille vingt-deux, en exécution de l'article L2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ETAIENT PRESENTS : M. COPÉ, Maire

Mme VIELPEAU, M. ALLARD, Mme BLAY, M. BRAS, Mme MAHOUKOU, M. MOURADOUDI, Mme PONOT ROGER, M. TISSERAND, Mme DE KESLING, M. DELL'OSTE, et Mme BUFTE, Adjoints au Maire,

M. PARIGI, M. LOCICIRO, Mme DIOP, M. RODRIGUES, Mme VAISSIERE, Mme GILEWSKI, M. MARIE-LUCE, Mme GONCALVES, M. LELOUP, Mme LEFEVRE, M. REZEG, Mme OZTURK, M GUERRAUD, Mme GOSSELIN, Mme LACROIX, Mme BENHAMED-FAHLA, Mme GUIBEGA, M. BOURGEOIS, Mme EBOUMBOU, M. MALKIC, , M. GOURDY, M. HEMERY, Mme HUBLET, Mme TORNIN, Mme GALAOU, M. MOUKHINE-FORTIER, Mme ROUSSEAU, Mme IMA, M. SAVERET,

M. ATTALI, M. SISSOKO, M. PASTOR ont donné respectivement pouvoir à Mme GILEWSKI, M. ALLARD, Mme BLAY.

Absent excusé : M. ABASSI.

Arrivée / départ en cours de séance : Départ de Mme IMA (avant la délibération n°29), sortie de Mme ROUSSEAU (avant la délibération 2) – retour de Mme ROUSSEAU (avant la délibération n°11), sortie de M. COPÉ (avant la délibération 10) – retour de M. COPÉ (avant la délibération n°12), sortie de Mme DE KESLING (avant la délibération 20) – retour de Mme DE KESLING (avant la délibération n°24)

Mme VIELPEAU est désignée comme secrétaire de séance.

Date de Notification	Date d’Affichage	N° de délibération	Direction des Finances
	21/10/2022	22100209	

Objet : Inscription en compte courant d’associés des dividendes mis en distribution par la Société Anonyme d’Economie Mixte Pays de Meaux Habitat

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code de Commerce,

VU Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1522-4 et L.1522-5,

VU la délibération du Conseil d'administration de la SEM Pays de Meaux Habitat du 21 septembre 2022 approuvant le projet de convention de compte courant,

VU le projet de convention d'apport en compte courant annexé à la présente délibération,

CONSIDÉRANT que la Commune de Meaux ne souhaite pas encaisser les dividendes distribués par la SEM Pays de Meaux Habitat et envisage de laisser les sommes correspondantes à la disposition de la SEM,

OUI M. BRAS, Rapporteur en Conseil Municipal,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, 36 voix pour et 1 contre

Mesdames Ponot-Roger, Blay, Vielpeau, Messieurs Bras, Rezeg, et M. COPÉ n'ont pas pris part au vote

APPROUVE l'avance en compte courant à réaliser par la Commune de Meaux à la SEM, pour un montant de trente-sept mille trois cent seize euros et trente-huit centimes (37.316,38 €) aux conditions définies dans le projet de convention ci-annexé,

APPROUVE le projet de convention d'avance en compte courant ci-annexé,

AUTORISE le Maire à signer la convention d'avance en compte courant ci-annexé.

Le Maire,



Jean-François COPÉ

La Secrétaire de séance,

Emmanuelle VIELPEAU

CONVENTION DE COMPTE-COURANT D'ASSOCIE

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Commune de Meaux, collectivité territoriale, personne morale de droit public dont le siège est 2 Place de l'Hôtel de ville à Meaux (77107), représentée par Monsieur Jean-François COPÉ en qualité de Maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 14 Octobre 2022,

Ci-après indifféremment dénommée l'« **Actionnaire** » ou la « **Commune** »,

D'une part,

ET

PAYS DE MEAUX HABITAT, société d'économie mixte au capital de 17.574.800 euros dont le siège social est situé boulevard des Cosmonautes à Meaux (77107), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux sous le numéro 662 042 555, représentée par Monsieur Christophe MAURICE, son Directeur Général, dûment autorisé aux termes d'une délibération du conseil d'administration du 21 septembre 2022;

Ci-après dénommée la « **Société** »,

D'autre part,

La Commune et la Société étant ci-après dénommées collectivement les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

La Commune détient 9,41 % du capital de la Société et est ainsi – aux côtés de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux – actionnaire de ladite Société.

Dans le cadre de son assemblée générale ordinaire d'approbation des comptes annuels du 27 juin 2022, la Société a décidé la mise en distribution de dividendes à ses actionnaires à hauteur de 396.713,61 € au titre du résultat bénéficiaire de l'activité non agréée, tel que cela ressort de comptes clos le 31 décembre 2021.

En tant qu'actionnaire, la Commune est bénéficiaire d'une partie de ces bénéfices distribuables et ce, à hauteur de sa quote-part dans le capital social de la Société, soit 37.316,38 €.

Or, au regard des activités exercées par la Société, et tenant notamment au logement social, à la mixité sociale ou encore l'aménagement, la Commune ne souhaite pas encaisser les dividendes qui lui sont distribués.

Aux termes des délibérations du Conseil municipal du 14 octobre 2022, la Commune envisage, conformément aux dispositions des articles L. 1522-4 et L. 1522-5 du Code général des collectivités territoriales (« CGCT »), de laisser les dividendes qui lui sont distribués à la disposition de la Société en compte courant d'associé.

En procédant ainsi, la Commune permet à la Société de se financer sans avoir recours à des emprunts bancaires et renforce donc son soutien aux politiques de l'habitat et de logement social menées par la Société.

En effet, une telle augmentation des disponibilités de la Société lui permettrait d'engager des opérations sans obérer ses capacités financières ; étant précisé que l'apport en compte courant d'associé pourrait à tout moment être remboursé à l'Actionnaire ou incorporé au capital de la Société, si l'Actionnaire le souhaitait.

C'est dans ce contexte que les Parties se sont rapprochées pour convenir des modalités d'une avance en compte courant d'associé à la Société d'un montant égal aux dividendes qui lui sont distribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, soit la somme de 37.316,38 € (la « **Convention d'avance en compte courant** »).

Conformément aux dispositions de l'article L. 1522-5 du CGCT, il est constaté :

- d'une part, que la totalité des avances déjà consenties par la collectivité ou le groupement à des sociétés d'économie mixte n'excède pas, avec cette nouvelle avance, 5 % des recettes réelles de la section de fonctionnement du budget de la collectivité ou du groupement ;
- d'autre part, que les capitaux propres de la Société, tels qu'apparaissant dans ses derniers comptes annuels au 31 décembre 2021, sont supérieurs à son capital social.

CECI ETANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU DE CE QUI SUIIT :

Article 1 – Avance en compte courant

Par les présentes, la Commune met à la disposition de la Société, qui l'accepte, à titre d'avance en compte courant et dans les conditions visées aux articles L.1522-4 et L.1522-5 du CGCT, une somme d'un montant de trente-sept mille trois cent seize euros et trente-huit centimes (37.316,38 €).

Cette somme correspond aux dividendes distribués à la Commune par la Société au titre du résultat bénéficiaire de l'activité non agréée afférent à l'exercice 2021.

En conséquence, cette somme sera portée au crédit du compte courant d'associé qui sera ouvert dans les livres de la Société au nom de la Commune.

Article 2 – Objet de l'avance en compte courant

L'objet de l'avance en compte courant est d'apporter à la Société les disponibilités nécessaires à la bonne marche des politiques menées.

Ces disponibilités pourront faire l'objet d'un remboursement ou d'une incorporation au capital social de la Société sous réserve du souhait formulé préalablement et expressément par la Commune.

Article 3 – Durée – Blocage - Remboursement

Cette avance en compte courant d'associé est consentie et acceptée pour une durée maximale de deux (2) ans, éventuellement renouvelable une fois, conformément aux dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT.

Toutefois, la Commune pourra solliciter le remboursement des sommes inscrites à son compte-courant à tout moment.

La Société disposera de la faculté de rembourser les sommes figurant au compte courant à la Commune à tout moment.

Au terme convenu, et si l'avance n'a pas fait l'objet préalablement :

- d'une incorporation au capital social de la Société ;
- le cas échéant, de débits liés à des paiements par compensation liés à l'octroi de subventions à la Société par la Commune ;
- ou d'un remboursement par la Société, soit à son initiative, soit à l'initiative de la Commune, soit du fait de la sortie de la Commune du capital de la Société ;

l'avance en compte courant sera automatiquement remboursée à la Commune sans que celle-ci ait besoin d'en faire la demande.

Article 4 – Rémunération

Les sommes versées en compte courant par l'Actionnaire au titre de la présente convention seront productives d'intérêts, capitalisés selon les règles du commerce et calculés avec un Taux Effectif Global de 1%.

Les intérêts échus seront exigibles et comptabilisés au crédit du compte chaque fin de trimestre civil.

Article 5 – Autorisation préalable

La Convention d'avance en compte courant entrant dans le champ d'application des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, sa conclusion a été préalablement autorisée par le Conseil d'administration de la Société le 21 septembre 2022.

Article 6 – Nullité d'une clause

Dans l'éventualité où l'une quelconque des dispositions de la Convention d'avance en compte courant serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, cette nullité n'affectera pas les autres dispositions de la convention qui demeureront valables et les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, la présente Convention poursuive ses effets sans discontinuité.

Article 7 – Modifications

La Convention d'avance en compte courant ne peut être modifiée que par accord écrit entre les Parties.

Tout changement, toute modification ainsi que toute renonciation à l'une quelconque des dispositions de la présente Convention ne liera l'une et l'autre des Parties que si elle est effectuée par écrit et est signée par chacune des Parties ou leur représentant dûment autorisé.

Article 8 – Droit applicable - Litige

La Convention est régie par le droit français et sera interprétée conformément à la loi française.

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend découlant ou en relation avec la présente convention. A défaut d'accord amiable, tout litige sera tranché par les tribunaux compétents du domicile du défendeur.

Fait à Meaux, le _____

En deux (2) exemplaires.

COMMUNE

Représentée par son Maire
Monsieur Jean-François COPÉ

SEM PAYS DE MEAUX

Représenté par son Directeur Général
Christophe MAURICE